

Dégradation du pont de Dama à Parakou: Qui pour sauver le quartier Dama du drame

Situé au Sud du quartier Banikanni, le pont de Dama est le principal ouvrage de franchissement qui relie le quartier Dama au reste de la ville de Parakou dans le deuxième arrondissement.



Pont de Dama (Parakou)



Cependant, le passage sur cet ouvrage continue d'être un véritable chemin de croix pour les riverains, du fait de la dégradation très avancée du pont. En effet, construit il y a

environ une quinzaine d'années sous l'initiative d'un particulier, selon les riverains, le pont de Dama se trouve aujourd'hui dans un état de dégradation très avancée. Selon Mathieu Ekpo, riverain rencontré sur place, la dégradation du pont est due à la forte densité du trafic et surtout aux fortes quantités d'eau de ruissellement venant du centre-ville.

Ce qui fait que « le pont n'arrive plus à supporter le flux d'eau qui y circule », a-t-il ajouté. Le passage sur le pont devient encore plus difficile en saison pluvieuse, à en croire les usagers. « Quand il y a une grande pluie, il faut parfois attendre jusqu'à deux ou trois heures avant de pouvoir franchir l'ouvrage pour éviter d'être noyé », a laissé entendre Mathieu Ekpo qui précise qu'un cas de décès dû au noyade avait été enregistré l'année dernière, où un riverain, en tentant de franchir le pont, a été emporté et retrouvé mort dans le courant d'eau à plus d'une dizaine de kilomètres du pont.

Ne pouvant pas rester inactifs face à la situation, et vu que les nombreux appels lancés à l'endroit des autorités n'ont jusque-là trouvé aucun écho favorable, selon les riverains, habitants et usagers ont donc pris une résolution. « Nous avons mis en place une coordination composée de volontaires et chaque année, nous essayons d'aménager le pont un tant soit peu à la hauteur de nos moyens », a déclaré Mathieu Ekpo, riverain et membre de ladite coordination.

Au regard de la situation inquiétante de cet ouvrage de franchissement et de l'enjeu que constitue le pont de Dama pour la circulation des personnes et des biens dans la ville de Parakou, ces habitants et usagers lancent, une fois de plus, un appel aux autorités de la mairie de Parakou, de même qu'au gouvernement du président Patrice Talon, afin qu'un aménagement durable soit fait sur le pont de Dama. « Nous demandons aux autorités de nous aider à construire un pont digne du nom et, si possible, nous aider à bitumer la voie »,

a laissé entendre François Badabala, un autre riverain rencontré sur place.

Vivement que ces différents appels soient enfin entendus et que des actions conséquentes soient entreprises au niveau de cet ouvrage, avant que le quartier Dama ne soit coupé du reste de la ville de Parakou.

Venance TOSSOUKPE

Appel à candidature : Bourses de sensibilisation à la nutrition des plantes en Afrique

Appel à candidatures : Programme des Bourses de sensibilisation à la nutrition des plantes en Afrique / Institut Africain de la Nutrition des Plantes.



Tu es scientifique, vulgarisateur.rice, éducateur.rice ?
Tu travailles dans une institution africaine NARES (Système national de recherche et de vulgarisation agricoles), une université africaine, une organisation à but non lucratif ou dans le secteur privé ?
Ta proposition créative traite des lacunes dans les connaissances ou la synthèse nécessaire des informations existantes pour accélérer la fourniture et l'adoption d'une meilleure gestion des nutriments en Afrique ?
Te es capable d'indiquer clairement comment la bourse sera utilisée au cas tu en bénéficies (par exemple soutenir les voyages, la communication ou les activités de communication) ?
Tu es capable de fournir des preuves de partenariats et de collaboration avec d'autres Acteur.rice.s ?

Cette opportunité pourrait t'intéresser.

L'objectif de cette bourse est d'inspirer les programmes de sensibilisation améliorés qui conduiront à une plus grande mise en œuvre d'une gestion appropriée de la fertilité des sols dans les systèmes agricoles Africains.

Les propositions peuvent s'inscrire dans divers registres :

Des idées de nouvelles approches de la synthèse des données

Des outils de communication

Des événements de formation

Des programmes d'éducation

D'autres initiatives à Fort impact

La bourse d'une valeur de 5 000 USD est attribuée à 02 lauréat.e.s.

La gestion de la fertilité des sols nécessite une approche équilibrée qui aborde une gamme complète de pratiques axées sur la réalisation des objectifs économiques, environnementaux et sociaux. La sensibilisation éducative qui atteint ces objectifs est trop souvent négligée.

Délai : 31 Août 2022

Plus d'informations [ici](https://www.apni.net/fr/outreach-fellowship-apply/) :
<https://www.apni.net/fr/outreach-fellowship-apply/>

2e édition des Journées du Secteur Sanitaire Privé du Bénin : la PSSP résolument

engagée à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins

Accroître le leadership de la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé du Bénin (PSSP Bénin) pour un ancrage institutionnel plus fort. C'est l'objectif de l'organisation des Journées du Secteur Sanitaire Privé du Bénin (JSSP). La deuxième édition de ce grand événement s'est tenue les 14 et 15 juillet 2022 au Palais des Congrès à Cotonou.



Journal Santé Environnement



2e Édition des Journées du Secteur Sanitaire Privé Bénin

Elle a réuni près de deux cents acteurs du secteur sanitaire privé, soutenue à l'occasion par la présence du Ministère de

la Santé et des partenaires techniques et financiers autour du thème « Le secteur sanitaire privé face aux réformes : qualité et sécurité des soins délivrés ».

Dans son mot de bienvenue aux participants, la Vice-présidente de la PSSP, Béatrice RADJI dit être convaincue que ce thème pourra nourrir des réflexions constructives qui dégagent la valeur ajoutée du secteur privé sanitaire face aux objectifs du gouvernement en matière de la qualité et de la sécurité des soins. Ses journées, affirme-t-elle, participent au renforcement des capacités des acteurs du secteur privé à travers des communications formatives et informatives.

Prenant la parole au nom du Représentant Résident de l'USAID au Bénin, Hugues LOKOSSA, Spécialiste sénior en renforcement du système de santé de cette institution, estime que les journées du secteur de la santé privé constituent la matérialisation de l'une des solutions mise en œuvre par la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé pour l'amélioration de la qualité des soins. C'est une occasion en Or qui s'offre une fois encore, dit-il, pour découvrir les différentes actions de la plateforme d'une part, et de ses membres d'autres, mais aussi pour se familiariser avec les réformes dans le secteur de la santé. C'est pourquoi, rappelle-t-il, l'accès au financement du secteur sanitaire privé est l'une des clés nécessaires pour accélérer son développement à travers l'implication de toutes les parties prenantes.

En ouvrant officiellement les journées du secteur sanitaire privé, le Pr Francis DOSSOU, Directeur Général de la Médecine Hospitalière et des Explorations en Médecine, représentant le Ministre de la Santé à l'occasion, s'est réjoui des Journées du Secteur Sanitaire Privé qui, a-t-il reconnu, contribuent à la vitalité et à la visibilité des actions du secteur sanitaire privé du Bénin et à l'amélioration de l'offre des soins. À l'en croire, les Journées du Secteur Sanitaire Privé dénotent de la bonne coopération entre le gouvernement et la PSSP. Chose qui participe au renforcement du partenariat

public privé. Il n'a pas manqué pour finir de réaffirmer l'engagement du ministère de la Santé à accompagner les actions de la PSSP.

Pari gagné pour la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé du Bénin

Plusieurs communications thématiques, les présentations des actions de la PSSP et de ses membres, des partages d'expériences et le renforcement de capacités des acteurs du privé ont été au menu de cette deuxième édition.

Aux termes des travaux, les participants sont sortis mieux aguerris et satisfaits des différentes interventions de la PSSP et de ses membres. Les Hubs santé ont également levé un coin de voile sur leur expérience dans l'amélioration de la qualité et la sécurité des soins de santé au Bénin. Dans le même temps, les résultats de la convention signée entre la PSSP et le Ministère de la Santé a été partagé par le Secrétaire Exécutif de la PSSP.

Pour M. FAFEH Pascal, avec cette convention, les rapports entre la PSSP et le Ministère de la Santé se sont beaucoup améliorés et le partenariat public privé fortement renforcé. Selon Dr KOUDJO Tokpanou, Directeur des Établissements Hospitaliers, le secteur privé étant incontournable dans la prise en charge des populations au Bénin, il mérite un accompagnement pour améliorer davantage ses services. « Puisque la qualité n'est pas une fin, c'est un processus qui doit être amélioré au quotidien », affirme-t-il. C'est d'ailleurs la raison qui a motivé, à l'en croire, la mise en place d'un interlocuteur du secteur de la santé privé au Ministère de la Santé, a-t-il justifié.

Pour Jean-Placide AGBOGBA, Chef de Projet l'USAID/PSHPA, c'est un signal fort que la PSSP en collaboration avec l'USAID donne sur la nécessité de dialoguer afin de trouver des solutions pour les problèmes qui minent encore le secteur sanitaire

privé au Bénin. Il se réjouit que la PSSP développe de plus en plus de capacité de se faire entendre.

Alexandre ALOVOKPINHOU est un Consultant, formateur et Président du Conseil d'Administration de T'UP Africa. Un modèle de sécurité transport sanitaire permettant de contribuer à la réduction du taux de mortalité maternelle et néonatale à travers des services ambulanciers. Il est urgent, dit-il, que nous nous mettons ensemble pour proposer des solutions capables de résoudre les besoins des communautés avec l'accompagnement de l'État.

Si cette deuxième édition des journées du secteur sanitaire privé a été une réussite, c'est grâce à la participation active des organisations membres de la PSSP, à l'accompagnement du ministère de la Santé, et en particulier et l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment l'USAID.

Rappelons que cette 2^e édition des journées du secteur sanitaire privé s'est achevée par l'Assemblée Générale Ordinaire de la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé du Bénin. Les yeux sont désormais tournés vers la troisième édition.

Megan Valère SOSSOU

**Lutte contre le SIDA au Bénin
: l'USAID appui le ministère**

de la santé en matériels

Dans le cadre du Plan d'Urgence Présidentielle de Lutte contre le SIDA (#PEPFAR), le gouvernement des Etats Unis à travers l'USAID – US Agency for International Development a offert un appui matériel au Gouvernement du Bénin.



Cet appui est constitué de 17 motos et casques avec des contrats d'assurance d'une année, d'un montant de 30,431,020 FCFA (\$56,000) et 100 ordinateurs avec kits de connections internet d'un montant total de 77 millions FCFA (\$140,000).

Il permettra au Ministère de la Santé du Bénin de mieux fournir des services de santé aux personnes vivant avec le VIH/SIDA mal desservies.

Constance AGOSSA

PaSCOP/ARI: Deux réseaux d'OSC naissent pour le développement des énergies renouvelables au Bénin et dans la sous région ouest africaine

Convaincus de ce que la transition énergétique ne peut se faire sans le soutien de tous les acteurs du secteur de l'énergie, le CESA0-AI et l'ONG JVE Bénin en collaboration avec leurs partenaires, MISEREOR, POWER SHIFT AFRICA et GERMANWATCH ont organisé les 13 et 14 juillet, un atelier inter-pays à Cotonou.



Une rencontre de haut niveau qui a réuni une quarantaine d'acteurs venus des différentes contrées du Bénin, mais aussi du Niger, du Burkina Faso, du Mali, du Kenya et de l'Allemagne dans le cadre du projet de participation de la société civile des pays francophones d'Afrique de l'Ouest au pilotage des initiatives africaines sur les énergies renouvelables (PaSCOP/ARI).

L'objectif en initiant cette activité, rappelle Mahusse HOUNTONDJI, Directeur Exécutif de l'ONG JVE Bénin, est de mener une réflexion sur le partage du plaidoyer pour les énergies renouvelables à l'échelle sous régionale. Il dit être persuadé que cette rencontre multi-acteurs permettra de relever le défi des énergies renouvelables afin que passe la feuille de route de la société civile pour soutenir et orienter les efforts du pouvoir public. Car, a-t-il ajouté, les questions énergétiques méritent aussi une attention dans les prises de décision.

Le Représentant du Coordonnateur du CESA0-AI à l'occasion, Guy YAMEOGO, Chargé de communication et de plaidoyer du CESA0-AI, a remercié les acteurs présents, en particulier les différents partenaires pour la confiance renouvelée.

Il estime que cette rencontre entre acteurs de la sous région est une opportunité de réfléchir à la consolidation de leur regroupement afin d'améliorer leur implication dans le suivi des politiques et programmes régionaux en matière d'énergie renouvelable. À cet effet, il se réjouit par anticipation de la dynamique de fédération naissante entre les acteurs de la société civile.



En lançant officiellement les travaux de l'atelier, Ghislain LALY-CHACHA, Directeur des Énergies Renouvelables et de la maîtrise énergétique en représentation du Directeur Général des Ressources Énergétiques, a rappelé le rôle crucial que joue la société civile dans la réalisation de certaines réformes énergétiques du gouvernement. C'est pourquoi, dit-il, nous aurons encore besoin de cette société civile tout au long de la mise en œuvre des initiatives nationales et sous régionales.

Plusieurs présentations sous forme de partage d'expérience ont été vulgarisées entre acteurs. Il s'agit respectivement de l'expérience du CESA0-AI à travers le PaSCOP/ARI, de l'ONG JVE Bénin, de MISEREOR, de Germanwatch, de Power Shift Africa, de CODDAE Niger, de CNPDER-BF, de Social Watch Bénin et de PANSC-CER Mali.

Ce riche partage d'expérience de chaque pays en matière de participation des organisations de la société civile dans la promotion des énergies renouvelables a permis aux acteurs de s'accorder sur les conditions d'un meilleur réseautage à travers des travaux de groupe.

Deux réseaux d'OSC pour le développement des énergies renouvelables



Deux réseaux ont donc vu le jour à l'issue desdits travaux de groupe. Il s'agit du Réseau Ouest Africain des Organisations de la Société Civile pour le Développement des Énergies Renouvelables et du Réseau Béninois des Organisations de la Société Civile pour le Développement des Énergies Renouvelables. Aussitôt, deux comités préparatoires ont été mis en place. Le premier coordonné par le CESA0 du Burkina Faso, le second par l'ONG JVE Bénin, tous engagés pour la consolidation des différentes coalitions des organisations au niveau national et sous régional.

Tous les participants sont convaincus que ces nouveaux nés pour la cause des énergies renouvelables contribueront davantage à l'atteinte des objectifs d'influence positive des cadres législatifs et réglementaires en faveur d'une énergie durable et suffisante pour les communautés.



Visite de terrain/Start-up de fabrication des charbons écologiques à Abomey-Calavi



Par ailleurs, ils ont pu, à travers une visite de terrain toucher du doigt, un bel exemple de promotion d'énergie renouvelable dans la commune de Abomey-Calavi. Il s'est agi à cette étape de l'atelier, de découvrir le processus de fabrication des charbons écologiques, notamment des briquettes combustibles par la Start-Up Arpy Reigns de Roland ADJOVI. Ainsi, de la collecte de la matière première à la production

finale des briquettes combustibles en passant par le mélange, la carbonisation, le broyage, le compactage et les séchages, les participants visiteurs sont repartis avec l'espoir de rééditer l'initiative dans leurs différentes communautés.

Encore faut-il noter que cette rencontre de haut niveau a servi de cadre à l'élaboration d'un document de plaidoyer à l'endroit des décideurs et plusieurs propositions de déclarations en faveur du développement des énergies renouvelables à la 27e Conférence des Parties sur le Climat.

À en croire Victor GBEDO, Vice-Président de Social Watch Bénin, en mutualisant les efforts, les organisations de la société civile pourront impacter davantage leurs communautés. Mahusse HOUNTONDJI, Directeur Exécutif de l'ONG JVE Bénin, trouve qu'au-delà de cet atelier, qu'il s'agit d'une nouvelle dynamique pour les questions d'énergies renouvelables au Bénin et dans la sous région.

Quant à Charles Didace KONSEIBO, Président de la Coalition Nationale des Organisations de la Société Civile pour la Promotion des Énergies Renouvelables et l'Accès à l'Énergie Durable au Burkina Faso, il faut des solutions à l'échelle locale, des kits solaires et des petites installations solaires pour permettre aux communautés d'avoir accès à l'énergie.

Rappelons pour finir que cet atelier inter-pays intervient à la suite d'un autre, organisé précédemment dans le cadre du même projet, PaSCOP/ARI, qui a pour objectif de contribuer à la sécurité énergétique et à l'implication active de la société civile dans le pilotage des initiatives africaines en matière d'énergies renouvelables aux plans sous régional et continental.

Megan Valère SOSSOU

Leadership féminin et autonomisation de la femme : L'ONG VADID s'emploie sur le terrain

A travers trois actions déterminantes, Volontaires d'Action pour le Développement Intégré et Durable (VADID), installée à Yèvié dans la commune d'Adjarra, impacte valablement des groupements et coopératives de femmes dans les communes d'Adjarra et Avrankou.



Pour parvenir aux objectifs fixés, les domaines prioritaires d'intervention pour la promotion et l'autonomisation des femmes sont, l'alphabétisation des groupements féminins, de coopératives de femmes et d'hommes, la formation sur le leadership féminin et l'expérimentation de l'utilisation des outils de connexion sur l'éducation.

En la matière, les apprenants ont eu à apprécier lors des séances d'alphabétisation et de formation, le serveur numérique de réseau avec connexion gratuite et rapide de 5G, qui permet d'accéder aux bibliothèques numériques, aux documents et images de formation et de connaissances

intéressantes diversifiées. Il s'agit des serveurs RACHEL et ses accessoires mis à la disposition, grâce à l'ONG Community Development Network (CDN).

Le partenariat avec CDN a permis d'installer une mini bibliothèque en expérimentation au CEG 2 d'Adjarra.

A noter que les femmes des groupements et coopératives reçoivent des notions sur les droits de l'homme et sur le leadership féminin. Dans les communes d'Adjarra et d'Avrankou où l'action de VADID est concentrée, les femmes occupent rarement les postes de responsabilité. Elles sont quasi inexistantes à l'hémicycle, au sein des conseils communaux, d'arrondissement, ou de village, a fait remarquer le directeur exécutif de VADID, Isidore Hèdokingbé.

De même, ne sachant lire et écrire, ces femmes rurales n'arrivent pas à émerger dans leurs activités socioéconomiques. Pour celles qui ont de téléphones portables, son utilisation est sujette à de difficultés.

Or aujourd'hui, le téléphone portable et surtout le Smartphone sont devenus des moyens incontournables dans les affaires.

Ainsi, parties de zéro (aucune lettre connue au départ par ces femmes), ces apprenantes commencent à écrire des syllabes et quelques mots. Ce qui leur permet de commencer à réorganiser leur méthode de vie notamment dans les affaires, a-t-on constaté sur les sites d'alphabétisation.

Aussi, Les manuels sur la Dignité humaine notamment prônés par CDN et VADID d'une part et les manuels COLEGA sur les Droits des enfants prônés par l'ONG GO – HRE GENEVA d'autre part, ont-t-ils servi à améliorer le niveau de connaissance des apprenants.

A noter que plusieurs collèges visités par les acteurs de l'ONG ont opté pour l'installation de bibliothèque numérique dans leurs établissements.

Cependant, les négociations continuent avec le gouvernement, affirme M. Hèdokingbé, pour une action d'envergure concernant la "connexion gratuite ouverte à l'éducation" en vue de "faciliter l'enseignement dans le pays".

Un projet pour lequel les acteurs des ONG CDN et VADID

travaillent activement pour la réussite.

Assemblée Générale du CAGEDEA au Bénin : Nécessité de la mise en place d'un fonds africain pour l'assainissement

Une centaine d'acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des déchets, venus du Togo, de la République démocratique du Congo, du Burkina Faso, du Niger, de Guinée Conakry, du Tchad et bien entendu du Bénin, ont pris part du lundi 27 juin au vendredi 1er juillet, à Abomey-Calavi, à un atelier régional du Cadre des gestionnaires des déchets de l'Afrique (CAGEDEA), sur le renforcement des capacités des décideurs et OSC, sur la gestion des déchets.



A cette rencontre régionale soigneusement organisée au Bénin par le Directeur exécutif de VADID-0ng, Isidore Hèdokingbé, et

Serge Bènaki Dèhoumon de l'Ong Jeunesse sans souci (JSS), gestionnaires des déchets et décideurs venus de plusieurs horizons du continent africain ont convenu de la nécessité pour leurs Etats membres, de mettre en place un « Fonds africain pour l'assainissement ».

« Je vous demande de faire des plaidoyers dans vos différents pays, auprès de vos gouvernements respectifs, pour la mise en place les mois à venir, d'un fonds africain d'assainissement, au regard des enjeux liés aux effets néfastes du climat », a expressément demandé le président du CAGEDEA, Sory Camara, aux différentes délégations.

Pour mieux cerner la problématique de l'assainissement, le M. Camara préconise la mise en valeur des questions de justice liées à l'environnement, les projets écologiques et naturels que les différents acteurs élaborent dans leurs pays.

Dans son programme, le CAGEDEA s'est donné comme challenges, la spécialisation des acteurs africains sur les questions de l'assainissement, du métier vert, le plaidoyer afin que les différents gouvernements se basent sur les solutions locales pour pouvoir régler les questions d'insalubrité dans leurs pays, promouvoir la création de l'emploi à travers les expertises et les initiatives locales, et faire en sorte que la gouvernance et la redevabilité deviennent une réalité en Afrique, dans les programmes d'assainissement.

Etant donné que les problématiques sur lesquelles intervient le CAGEDEA reposent de façon globale sur les questions de stratégies de limitation de lois dans le secteur de l'assainissement, Sory Camara a notifié que le creuset panafricain de gestion des déchets intervient dans le cadre des innovations, le renforcement de capacités, le développement des métiers verts et de l'assainissement, la création des activités de revenus à travers les filières rentables.

A cette même occasion, le Directeur exécutif de VADID (Volontaires d'action pour le développement intégré et durable), Ong spécialisée dans la gestion des déchets au Bénin, a été désigné coordonateur Bureau Bénin et Afrique de

l'Ouest du CAGEDEA. Isidore Hèdokingbé dit compter sur le dynamisme de son équipe, la volonté, les compétences dans la sous région, pour réussir la mission à lui confiée.

Le coordonnateur Afrique de l'Ouest du CADRE compte faire sans plus attendre, un état des lieux pour savoir quels sont les acteurs qui interviennent dans le secteur de la gestion des déchets au Bénin et dans la sous région, unir les forces et rassembler les dispositions légales en la matière, afin de savoir comment travailler.

Créé en 2019, le CAGEDEA compte présentement 34 pays membres sur 54. Le creuset panafricain attend des autorités de chaque pays membre, une bonne collaboration des collectivités locales, des institutions en charge du programme de l'environnement et de l'assainissement, pour mutualiser les efforts et travailler en synergie d'action.

D'où l'appel aux autorités africaines, de coopérer avec les membres du CAGEDEA, pour accompagner les efforts des gouvernements ; et plus particulièrement au niveau de L'Afrique de l'Ouest où les questions de l'assainissement restent encore très préoccupantes.

Rappelons que cette rencontre régionale des pays membres du CAGEDEA sur la question de l'assainissement a reçu l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, l'Agence française de développement (AFD) et le Centre d'excellence d'Afrique pour l'eau et l'assainissement.

Belle performance du Journal Santé Environnement

Environ 40 000 visiteurs et des interactions riches. C'est le résultat de votre média en ligne après seulement trois mois du lancement de son nouveau site web. Une prouesse parmi tant

d'autres, alors que ce n'était pas gagné d'avance dans un univers où la confiance du public devient rare à cause des fakes news.

Vos performances dans la recherche Google (juin)



<https://journalsantenvironnement.com/>



98

Clics (Web)



1.09K

Impressions (Web)



119

Pages avec
premières
impressions
(estimation)

Impressionnant malgré le contexte difficile

Un média thématique qui arrive à attirer les attentions d'un grand nombre d'internautes au niveau national qu'international avec une performance qui n'a rien à envier aux médias touche à tout. Cette particularité réside non seulement dans la qualité de l'équipe, constituée de jeunes spécialistes de la Santé et de l'Environnement, mais aussi de leur volonté quotidienne à mieux faire.

Pays	Vues		
 Bénin	26K	 Cameroun	87
 Burkina Faso	1 248	 Afrique du Sud	77
 Togo	608	 Irlande	64
 Niger	535	 République centrafricaine	59
 États-Unis	503	 Mexique	56
 Côte d'Ivoire	419	 Canada	56
 France	380	 Gabon	48
 Sénégal	365	 Tchad	45
 Union européenne	172	 Belgique	43
 Congo-Kinshasa	147	 Chine	40
 Mali	118	 Ghana	38
 Nigéria	101	 Allemagne	37
		 Maroc	36

	Guinée	35		Rwanda	10
	Algérie	34		Japon	10
	Tunisie	31		Suisse	8
	Libye	27		Corée du Sud	7
	Pays-Bas	20		Égypte	7
	Mauritanie	20		Burundi	6
	Congo-Brazzaville	18		Malaisie	5
	Italie	14		Autriche	5
	Royaume-Uni	12		Gambie	5
	Turquie	12		Kenya	5
	Espagne	11		Israël	4
	Norvège	11		Portugal	4
	Haïti	10		Australie	4

	Pologne	4		R.A.S. chinoise de Hong Kong	2
	Inde	4		Russie	2
	Zambie	3		Guyane française	2
	Madagascar	3		Guinée équatoriale	1
	Éthiopie	3		Équateur	1
	Émirats arabes unis	3		Biélorussie	1
	Ouganda	3		Thaïlande	1
	Arabie saoudite	3		Suède	1
	Djibouti	2		Seychelles	1
	La Réunion	2		Danemark	1
	Finlande	2		Costa Rica	1
	Vietnam	2		Mayotte	1
	Liban	2		Koweït	1

	Sierra Leone	1
	Guinée-Bissau	1
	Comores	1
	Tanzanie	1
	Samoa américaines	1
	Croatie	1



Foi aux principes et à la ligne éditoriale

Le privilège au sein de sa rédaction est accordé à l'investigation, à la vérification avant l'information. Une information uniquement consacrée aux grands enjeux actuels de la Santé et de l'Environnement en Afrique et dans le monde.

Convaincu qu'on ne dort pas sur ses lauriers, la rédaction du Journal Santé Environnement à travers la célébration de cette nouvelle performance remercie les différents acteurs qui lui font confiance déjà pour atteindre leurs objectifs tout en espérant que, les autres le rejoignent d'ici-là.

Constance AGOSSA

La Bilharziose : Une maladie encore endémique au Bénin

S'il y a une maladie qui peut vous rendre invalide très tôt, c'est bien sûr la bilharziose. Elle occupe la deuxième position après le paludisme par ses effets socio-économiques et son importance pour la santé publique.



Eaux stagnantes servant au lavage du linge

Considérée comme une maladie tropicale négligée, c'est-à-dire une maladie répandue et confinée aux régions en développement, surtout en Afrique, la bilharziose continue de faire des victimes.

C'est le cas de Zibo A., la quarantaine d'âge et père de huit enfants. Il est atteint de la bilharziose quand il faisait de la riziculture. Aujourd'hui, il ne fait plus rien. Il ne comprend pas comment son infection s'est-elle passée. Lui qui a l'air d'être guéri, n'en est pas encore un. Le mal qui l'affaiblit depuis plus de cinq ans déjà, durcit le ton chaque deux mois. « *Quand le mal me prend, je deviens très faible après avoir uriné du sang* » indique-t-il.

Selon les explications de Docteur Dorothee GAZARD, Médecin parasitologue à l'un de nos confrères sur la question, la bilharziose est une maladie liée à l'eau qui est souvent favorisée par l'installation des réseaux d'irrigation, la

construction de barrages ou toute autre activité de maîtrise d'eau.

À en croire, le parasite se développe dans un mollusque qui se trouve dans l'eau. Dès qu'il est libéré, pénètre (transcutanée) la peau humaine et entre dans le flux sanguin pour ensuite migrer vers le foie, les intestins et d'autres organes. Il existe deux formes de bilharziose, La schistosomiase intestinale et celle urogénitale.

Au nombre des premiers signes de la bilharziose en général se trouvent des éruptions cutanées, suivies quelques semaines plus tard par de la fièvre, de la toux et des douleurs musculaires, sans oublier l'hématurie. C'est-à-dire la personne urine du sang. Cette forme de bilharziose se manifeste par des complications urinaires, génitales et rénales.

Au Bénin, la bilharziose sévit en sourdine au sein des populations rurales, en particulier celles qui exercent dans les rizières au contact d'eaux stagnantes. Les pêcheurs, les femmes, au cours du lavage du linge et les enfants au cours de leurs jeux, sont également exposés à ce mal. Ces eaux sont contaminées par les excréments des personnes porteuses du parasite.

Aux dires de Docteur Dorothee GAZARD, il y a espoir quant au traitement de la maladie. C'est pourquoi, elle recommande que lorsque, très tôt, l'enfant ou l'adolescent a les premiers signes, de le traiter avec un médicament efficace avant qu'il ne soit tard.

Cependant, il existe des gestes préventifs à la bilharziose. Il s'agit tout d'abord de l'assainissement des eaux stagnantes, la lutte contre les gastéropodes vecteurs du parasite sans oublier la prévention auprès des populations des zones endémiques. Il faut aussi et surtout éviter de se baigner dans les lacs, les mares et les rivières.

Rappelons que le Bénin fait partie des 48 pays africains où la maladie est encore endémique. Elle fait plus de 20 millions de victimes de par le monde dont 80 % de la transmission se produit en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

Projet Lumière du Bénin : Un grand pas vers la transition énergétique au Bénin

Dans un contexte de réchauffement planétaire avec des émissions de gaz à effet de serre issues de plusieurs secteurs d'activités dont le secteur de l'énergie, le gouvernement du Bénin, à la faveur du conseil des ministres du mercredi 04 mai 2022, a annoncé la mise en œuvre du projet « Lumière du Bénin ».



Ce projet qui, selon l'exécutif, va permettre d'éclairer avec des lampadaires solaires photovoltaïques plus de 1600 km de voies à travers les 77 communes du pays.

Le Bénin semble ainsi se tourner de plus en plus vers les énergies renouvelables qui, à long terme et avec le même engagement, permettront au pays de Patrice Talon de réaliser la transition énergétique tant souhaité.

En effet, la transition énergétique est, par définition, la modification profonde de nos modes de production et de consommation d'énergie, dans une perspective de développement durable. Autrement dit, la transition énergétique consiste à se passer progressivement des énergies fossiles (polluantes) aux énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, l'hydraulique, etc, avec pour objectif de diminuer les émissions de gaz à effet de serre produites par les activités humaines en terme d'énergie. Tout comme la transition énergétique, la transition écologique est un modèle de développement durable qui appelle à de nouvelles façons de consommer et de produire pour répondre aux enjeux environnementaux. C'est dire que la transition écologique

dépend fortement des sources et types d'énergie produite et utilisé dans les activités humaines.

Le gouvernement de Patrice Talon, à travers le projet « Lumière du Bénin » semble comprendre les enjeux d'une transition énergétique qui est l'inévitable pas à franchir pour parvenir au développement durable. L'éclairage public par des lampadaires solaires contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre, contrairement à l'énergie électrique dont la production dépend essentiellement des énergies fossiles (non renouvelables) comme le pétrole, le charbon et le gaz qui représentent 80 % de la production mondiale en énergie, selon l'Agence Internationale de l'Énergie.

Tout comme la Suède, la Norvège et le Danemark qui sont des pays exemplaires et très avancés en matière de transition énergétique dans le monde, le Bénin se montre de plus en plus engagé dans une perspective de transition énergétique qui préserve l'environnement. En témoignent l'installation des quinze mille lampadaires solaires dans le cadre du projet asphaltage et la construction en cours de quelques centrales solaires dans certaines communes du Bénin.

Toutefois, le secteur de Dona Jean-Claude Houssou est loin de réaliser la transition énergétique, car l'éclairage au niveau national reste dominé par l'énergie électrique. Il est donc nécessaire que les investissements publics en terme d'énergie soient plus orientés vers les énergies renouvelables afin que le passage à la transition énergétique et écologique soit une réalité au Bénin. Il est par ailleurs nécessaire que les entreprises et les citoyens s'engagent à réduire leur empreinte carbone en privilégiant l'utilisation des énergies renouvelables.

Le projet « Lumière du Bénin » est un projet salubre qui marque un pas vers la transition énergétique et écologique. Mais ce pas doit être multiplié par des milliers d'autres si l'on veut inscrire le Bénin au rang des pays les plus écologiques de la planète.

Venance TOSSOUKPE